



Pêche électrique : plainte contre des subventions allouées aux Pays-Bas

Publié le 26/03/2021 12:06 | Mis à jour le 29/03/2021 08:00

Selon l'association environnementaliste Bloom, plus de 20 millions d'euros ont, entre 2006 et 2020, été alloués par l'Union européenne (UE) au soutien, à la légitimation et au développement de la pêche électrique aux Pays-Bas.

Jugeant ces subventions publiques « **illégal**es », l'*association des petits pêcheurs européens Life* (Low impact fishers of Europe) et 36 pêcheurs en leur nom demandent, via une *plainte adressée au service concurrence de la Commission européenne*, leur remboursement.

« **Si l'UE condamne quelque chose, elle ne peut pas le subventionner** », a déclaré Stéphane Pinto, vice-président du Comité régional des pêches de Hauts-de-France et signataire de la plainte. Les institutions européennes ont en effet interdit la pêche électrique pour tous les navires de l'UE. Une période de transition a été toutefois accordée aux pêcheurs néerlandais.

Sauf que *selon Bloom*, ces derniers ont enfreint le cadre réglementaire de l'UE. Cette infraction étant reconnue par la Commission européenne, les subventions allouées deviennent « **illégal**es » aux yeux des pêcheurs. La plainte envoyée à la Commission affirme que ces aides « **confèrent indéniablement un avantage économique aux entreprises** » qui les ont reçues, « **faussent la concurrence** » et « **affectent les échanges entre les États membres** ».

Les pêcheurs signataires de la plainte sont britanniques, néerlandais (dont un membre de Life), belge, mais en majorité français, avec une trentaine de représentants de fileyeurs et chalutiers de Dunkerque, Calais et Boulogne-sur-Mer.

Les Pays-Bas cherchent quant à eux à obtenir l'annulation de l'interdiction totale de la pêche électrique, prévue le 1^{er} juillet 2021. Le 15 avril, la Cour de justice de l'UE, saisie par le gouvernement néerlandais, rendra son jugement sur cette demande.

Darianna MYSZKA



Écrire à la rédaction



Life, Bloom, Peche Electrique, Pays-bas, Pêche, Union Européenne